

L'ÉCO



de la semaine

05 au 09 Juin 2023

Sponsors Officiels



Sponsors Gold



Sponsors Silver



Partenaires



Formation en informatique : Le groupe Axian ouvre 42 Antananarivo, une école informatique gratuite	3
Malagasy Dairy Board : Un 5e centre de collecte de lait à Mandrozeza	3
Délestage: les activités des travailleurs indépendants fortement perturbées	4
Electrification : trente-deux districts bénéficieront bientôt d'un parc solaire	4
Madagascar-France : Un nouveau tête-à-tête entre Rajoelina et Macron	5
Production d'électricité : Arrivée de carburant en grande quantité pour mettre fin au délestage	5
SIAE: les objectifs sont atteints.....	6
MPE : Plus de 1 500 personnes se lancent dans le secteur de l'élevage	6
Assemblée Nationale : Le nouveau code minier passe en deuxième lecture	7
Adduction d'eau : L'USAID branche sept cent mille personnes	8
Pêche et Économie bleue : Coopération en vue avec la Turquie	8
Airtel Madagascar – 10 000 Codeurs : Un partenariat pour des opportunités d'emploi dans le numérique	9
Environnement : Airtel Madagascar contribue à la lutte contre la pollution plastique	9
Gestion financière: le Sim accompagne les industries	9
Consommation : La surtaxe sur le lait en boîte importé contestée	10
Inflation : Les remèdes proposés par le FMI	10
Coopératives : La "Loi Edgard" pour plus de professionnalisation	11
Gouvernance maritime : Amélioration d'une coordination régionale pour lutter contre la pêche INN	12
Semaine du tourisme: une journée dédiée au nettoyage des lieux touristiques	12
Filière cacao : Madagascar accueille le prochain panel d'experts cacao fin	12
Cadrage macro-économique : Exit le Projet de loi de finances rectificative	13
Transition énergétique : Bonne performance de Madagascar par rapport au progrès mondial	14
Malagasy Ny Antsika : Une campagne pour le « Consommer local »	14

Formation en informatique : Le groupe Axian ouvre 42 Antananarivo, une école informatique gratuite

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 05 JUIN 2023



42 Antananarivo est membre du réseau international 42. Tous les campus partenaires du réseau offrent des formations en informatique entièrement gratuites, ouvertes à toutes et à tous, sans condition de diplôme et accessibles dès 18 ans.

Une grande première dans les annales de la formation en informatique, le groupe Axian ouvre le premier campus A 42 à Antananarivo.

2e pays africain

42 Antananarivo, puisque c'est le nom de ce campus pas comme les autres, est le fruit d'un partenariat entre le groupe Axian spécialisé dans les infrastructures et services. Le projet a le mérite de faire de Madagascar le 2e pays africain à rejoindre le plus grand réseau d'écoles d'informatique au monde, gratuites, innovantes et ouvertes à tous et à toutes, sans condition de diplôme et sans limite. Ouverte aux plus de 18 ans, 42 Antananarivo qui sera installée dans la zone d'affaires Galaxy à Andraharo sur 1 000 m² aménagés spécifiquement, est destinés aux

futurs étudiants qui pourront ainsi bénéficier de l'écosystème du groupe AXIAN.

Fonctionnement participatif

En tant que membre du réseau international 42, le campus 42 Antananarivo offre une pédagogie basée sur le peer-learning. Il s'agit d'un fonctionnement participatif, sans cours, sans professeur, qui permet aux étudiants de libérer toute leur créativité grâce à l'apprentissage par projets. Des formations de qualité en perspective quand on sait que le réseau 42 dispose d'une expérience particulière en la matière. En effet, avec son premier campus à Paris a été fondée en 2013 alors que l'industrie du numérique en France subissait une importante pénurie de développeurs informatiques, 42 a déjà formé les meilleurs talents de demain, quelle que soit leur origine, 42 se déploie en réseau de campus partenaires à l'international : Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Corée du Sud, Emirats Arabes Unis, Espagne, Finlande, France, Italie, Japon, Jordanie, Luxembourg,

Madagascar, Malaisie, Maroc, Pays-Bas, Portugal, République Tchèque, Royaume Uni, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie.

Immersion totale

Les inscriptions au sein de 42 Antananarivo sont ouvertes à tous avec comme seule condition d'être âgé de plus de 18 ans. Les tests de sélection en ligne sont déjà possibles sur le site d'admission dédié (apply.42antananarivo.mg). Basés sur des exercices de mémoire et de logique, ils donneront accès aux « Check-in » puis aux « Piscines » qui se dérouleront entre le 4^e trimestre 2023 et le 1^{er} trimestre 2024. Cette épreuve d'un mois se fera en immersion totale au sein de l'école afin de tester la motivation des candidats et leur adéquation avec la pédagogie 42 basée sur l'autonomie et le travail de groupe. Début 2024, une promotion de 150 étudiants pourra débuter le tronc commun du cursus, comprenant des cours de programmation et d'infrastructures informatiques, d'innovation et d'entrepreneuriat avec pour objectif final une insertion professionnelle durable sur le marché de l'emploi. A la fin de la formation, ils auront acquis des compétences dans des domaines clés du numérique et de la programmation tels que le big data, l'intelligence artificielle, le développement web, l'administration de réseau et de systèmes ou encore la cybersécurité. Les sortants seront libres de rejoindre l'entreprise de leur choix, sans obligation vis-à-vis d'AXIAN.

Malagasy Dairy Board : Un 5e centre de collecte de lait à Mandrozeza

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 05 JUIN 2023

Le lait constitue une filière prioritaire pour le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage étant donné qu'il contribue à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire dans le pays.

« De nombreuses actions sont ainsi menées en vue de promouvoir cette filière porteuse. À titre d'illustration, nous avons mis en expérimentation les cultures de plantes fourragères sur une superficie totale de 800 ha éparpillées dans toutes les régions de Madagascar en vue d'améliorer l'alimentation animale. La production s'annonce bonne. Des points de vente de ces fourrages seront ensuite mis en place au

niveau des zones de production laitières pour faciliter l'acquisition de ces intrants par les éleveurs de vaches laitières ». Le Vice-ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, le Dr Raymond l'a évoqué la semaine dernière lors de la Journée mondiale du Lait organisée par le Malagasy Dairy Board (MDB) via le projet Profi-Lait financé par l'Union européenne.

Capacité de 300 litres par jour

En outre, l'Etat va poursuivre les opérations d'importation de vaches laitières afin d'assurer l'amélioration génétique de notre cheptel bovin. L'objectif est d'augmenter



la consommation de lait dans le pays atteignant 15 litres/habitant/an au lieu de 5

litres/habitant/an », a-t-il ajouté. En Afrique et en Europe, la consommation laitière s'élève respectivement à 40 litres/habitant/an et à 200 litres/habitant/an. Toujours lors de la Journée mondiale du Lait, plus de 300 élèves issus de l'école primaire publique d'Ambohimandra ont été sensibilisés sur les bienfaits du lait et ses produits dérivés. Les ménages sont également sollicités à consommer cet or blanc qui est bénéfique pour la santé humaine. C'était également une occasion d'inaugurer le 5e centre de collecte de lait mis en place par le MDB à Mandrozeza. Ce centre va ainsi collecter la

production laitière des éleveurs de vaches laitières dans le district d'Antananarivo Avadrano. Il dispose d'une capacité de l'ordre de 300 litres par jour. Ce 5e centre de collecte de lait est également équipé de tous les matériels nécessaires servant à analyser la production de lait avant sa mise en vente au grand public. Il pourra même faire une transformation de lait en yaourt, fromage ou beurre. Ce qui permettra de fournir du lait de qualité et frais aux consommateurs.

Production de maïs ensilés

Parlant des 1 000 vaches importées par l'Etat français le Vice-ministre Dr Raymond

a soulevé que ces géniteurs ont mis bas 80 veaux actuellement. De son côté, le président du Conseil d'Administration de MDB a promis aux éleveurs l'achat de la production de maïs ensilé qui renferme plus de protéines pour l'alimentation animale, outre la vulgarisation des cultures fourragères. On peut la conserver pour faire face à la période de soudure. En effet, « cette alimentation animale constitue la base de l'amélioration de la production laitière dans le pays », a-t-il conclu.

Délestage: les activités des travailleurs indépendants fortement perturbées

R.R. | LES NOUVELLES | 05 JUIN 2023

Les usagers de la Jirama ne décolèrent pas face au délestage tournant qui perdure dans plusieurs quartiers d'Antananarivo et ses périphéries durant le week-end. Les Petites et moyennes entreprises (PME) et les travailleurs indépendants ont été particulièrement perturbés durant cette période de fête où les commandes ont afflué. Pâtisseries, traiteurs, coiffeurs, nombreux d'entre eux dont les activités dépendent largement de

l'électricité ont dû annuler plusieurs commandes.

« Il s'agit d'une importante perte pour nous, alors que la période de fête est très stratégique pour nos activités qui dépendent de l'électricité de la Jirama », déplore une pâtissière, abonnée de la Jirama dans l'Atsimondrano.

Les incendies de pneus, constatés dans plusieurs quartiers d'Antananarivo durant le

week-end, montrent la grogne des usagers de la Jirama face aux coupures à répétition tous les jours. Le phénomène a été constaté dans plusieurs localités de la capitale, entre autres, à Andoharanofotsy, Itaosy, Ivato, Tanjombato, Fenoarivo...

Electrification : trente-deux districts bénéficieront bientôt d'un parc solaire

RAKOTO. | LES NOUVELLES | 05 JUIN 2023

L'Etat mise sur les projets d'électrification hybride, un mix entre le thermique et l'énergie solaire, afin de renforcer le taux d'accès à l'électricité au niveau national. Le ministère de l'Energie et des hydrocarbures travaille actuellement dans un projet de centrale hybride solaire dans 32 districts.

« L'objectif est de baisser progressivement le déploiement de l'huile lourde pour la production d'électricité », annonce le ministère de l'Energie et des hydrocarbures (MEH) à propos de ce nouveau projet. L'Etat s'active dans la transition énergétique en misant dans le système d'hybridation qui consiste à combiner les centrales thermiques aux centrales solaires. Ce, d'autant que la Jirama fait face à d'importants problèmes d'approvisionnement en carburant ces dernières semaines, ayant contraint la compagnie d'eau et d'électricité à procéder au délestage au détriment de ses abonnés dans la capitale.

Le projet de 32 parcs solaires fait partie du projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) soutenu financièrement par la Banque mondiale à hauteur de 400 millions de dol-

lars. Ce programme contribuera à doubler l'accès à l'énergie de 33,7% à 67% à Madagascar et ajoutera 3,4 millions d'utilisateurs d'internet supplémentaires pour la promotion de l'inclusion socioéconomique, note la Banque mondiale. A travers le DECIM, au moins 10 millions de personnes dont 2 millions de ménages et plus de 150 villages de communautés mal desservies, auront accès à l'électricité.

78 parcs solaires déployés au niveau national

Les 32 parcs solaires complèteront les 46 autres déjà en cours d'installation. Au total, 78 centrales seront mises en place et produiront 50 MW d'électricité au niveau national.

L'objectif de l'Etat est de fournir du mix énergétique d'origine renouvelable à hauteur de 80% d'ici 2030. Le déploiement de l'hydroélectricité contribuera à atteindre cette perspective, outre la promotion de l'énergie solaire. Selon les explications du MEH, « le mix de production électrique visé pour 2030 pourrait inclure davantage d'énergies renouvelables, à condition que les technologies atteignent des coûts



compétitifs avec l'hydroélectricité sur cet horizon. Le modèle prend en compte une diminution du coût d'investissement de la capacité en solaire photovoltaïque de 5% par an jusqu'en 2025 pour les systèmes à moyenne et à grande échelle. Dans ces conditions, l'ajout du solaire au niveau décentralisé représente un surcoût total de 32,1M USD sur toute la période par rapport à l'hydroélectricité. Une pénétration plus importante du solaire photovoltaïque serait possible soit grâce à des progrès technologiques qui permettraient de diminuer davantage les coûts, soit grâce à des subventions externes fournies par les partenaires au développement, soit une combinaison des deux ».

Madagascar-France : Un nouveau tête-à-tête entre Rajoelina et Macron

GARY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 JUIN 2023

C'est Andry Rajoelina himself, qui a donné l'information. Dans une interview accordée au journal français l'Express, il annonce une rencontre avec son homologue français, ce mois de juin.

La date n'est pas précisée. En tout cas, l'information, qui se chuchotait depuis quelques jours, est confirmée par Andry Rajoelina, président de la République, lui-même. Dans une interview accordée au journal français l'Express, le locataire d'Iavoloha annonce une rencontre avec son homologue Emmanuel Macron, dans le courant de ce mois de juin. "Je dois aussi rencontrer le Président français Emmanuel Macron en juin, et c'est bien entendu un sujet que nous aborderons", déclare Andry Rajoelina dans cet entretien publié samedi. Des voix spéculent qu'elle est prévue demain ou jeudi. Selon les informations, deux voyages officiels en Europe sont dans l'agenda du chef de l'État durant le courant de ce mois. Mais le premier ne sera que pour la semaine prochaine. Il est probable que la rencontre entre Andry Rajoelina et Emmanuel Macron se fasse en marge de ce qui est officiellement désigné comme le sommet sur le climat, à Paris. Un événement à l'initiative de la France. Le locataire de l'Élysée convie ainsi les chefs des États vulnérables aux changements climatiques, notamment les pays africains, pour discuter d'un "nouveau mécanisme de financement". Ce sommet de Paris est prévu durant l'avant-dernière semaine de juin. Jusqu'ici, aucune date précise, ni officielle, sur ce nouveau tête-à-tête avec son homologue français confirmé par Andry Rajoelina, n'est indiquée. Quoi qu'il en soit, si le rendez-vous se concrétise, ce sera la quatrième rencontre entre les deux hommes depuis le début du mandat du locataire d'Iavoloha, en 2019.

Sujets délicats

"Il y a entre nous une compréhension



Si le rendez-vous de ce mois de juin se concrétise, il s'agira de la quatrième rencontre entre Andry Rajoelina et Emmanuel Macron.

mutuelle. Mais, surtout, ce que j'apprécie avec le Président Macron, c'est que l'on discute d'égal à égal. Nous pouvons nous parler en toute franchise et essayer de trouver une solution à chaque problème", affirme le Président Rajoelina. À chacune de leurs rencontres, pourtant, des sujets délicats ont été au menu des discussions, notamment celui sur les îles éparses. Le dossier îles éparses sera ainsi à nouveau à l'affiche de ce tête-à-tête. En stand-by depuis la première réunion de la commission mixte sur ce dossier à Antananarivo, en novembre 2019, Andry Rajoelina dans l'interview, avance "une commission mixte rassemblant les ministres malgache et français des Affaires étrangères doit se réunir prochainement pour avancer sur ce sujet". L'autre sujet de friction est l'emprisonnement de deux ressortissants français suite à l'affaire Apollo 21. Reconnus coupables de tentative d'assassinat contre le locataire d'Iavoloha pour l'un, et de complicité dans cette affaire pour l'autre, Paul Rafanoharana et Philippe Marc François sont condamnés respectivement à 20 et 10 de travaux forcés. En décembre dernier, l'in-

formation selon laquelle des négociations pour un transfèrement des deux condamnés en France seraient en cours a été chuchotée. Le transfèrement est une procédure prévue dans l'accord de coopération judiciaire entre l'Hexagone et Madagascar. Il permet à un condamné de purger sa peine dans son pays. "Aujourd'hui, il y a déjà eu deux demandes en ce sens. L'une a été rejetée et l'autre est en train d'être étudiée par la Justice malgache, qui je rappelle, est indépendante", réplique Andry Rajoelina, sur ce sujet. Concernant les deux détenus français toujours, le Président ajoute, "j'attends qu'elle rende son avis. Mais cette décision aura aussi des dimensions politiques, parce que les faits qui leur sont reprochés sont très graves. La situation de ces deux Français fait actuellement l'objet de discussions avec les autorités françaises". Étant donné la conjoncture politique à Madagascar, l'élection présidentielle devrait également s'inscrire dans l'ordre du jour de ce nouveau face-à-face Rajoelina - Macron

Production d'électricité : Arrivée de carburant en grande quantité pour mettre fin au délestage

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 JUIN 2023

Le ministre de tutelle, Solo Andriamanampisoa, a demandé l'augmentation du nombre de camions-citernes chargés de transporter le carburant pour les centrales thermiques. La Jirama a assuré qu'une réduction progressive du délestage sera constatée cette semaine.

Une production limitée à 214 MW pour des centrales hydroélectriques ayant une puissance totale installée de 415 MW. C'est ce dont la Jirama dispose actuellement, selon les explications de Hery Tiana Rabarison, CEO par intérim de la société d'Etat.



En effet, la baisse du débit d'eau de fleuve,

de l'ordre de 30%, empêchait ces centrales hydroélectriques de produire convenablement. « Les centrales hydroélectriques devaient assurer la plus grande partie de la production d'électricité destinée au RIA (Réseau interconnecté d'Antananarivo). Avec leur production réduite, il faudrait accroître la production au niveau des centrales thermiques. Malheureusement, cela n'a pas pu se faire convenablement à cause d'un retard de la livraison de carburant, suite à un problème rencontré par le navire-citerne », a expliqué le représentant

de la Jirama.

Problème résolu

Le vendredi 2 juin dernier, l'arrivée du navire-citerne au port de Toamasina était déjà perçue comme une très bonne nouvelle pour la société d'État. Dès cette arrivée au port, 4 camions-citernes par jour ont été engagés pour transporter le carburant vers les centrales thermiques. Un nombre insuffisant, selon le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Solo Andriamanampisoa. Pour ce dernier, il faut résoudre le problème de délestage le plus rapidement possible. Il a donc demandé la multiplication des camions-citernes engagés pour approvisionner les centrales thermiques en carburant. « Nous avons discuté avec la Logistique Pétrolière (LPSA) et Jovenna pour accélérer le transport. Il faut au moins 10 camions-citernes par jour pour assurer le transport.

Selon les prévisions, l'approvisionnement en électricité pour le RIA devrait revenir à la normale vers jeudi ou vendredi de cette semaine », a indiqué le ministre de tutelle, lors d'une rencontre avec les médias, hier au siège de la Jirama à Ambohitovo. A noter qu'après le transport, les normes exigent un délai de décantation de 24 heures, avant l'utilisation du fioul lourd au niveau des centrales thermiques.

Hybridation

Par ailleurs, le ministre Solo Andriamanampisoa a martelé que ce genre de problème d'insuffisance de production ne devrait plus se reproduire, car il faut apprendre des erreurs du passé et éviter que les mêmes problèmes se reproduisent à chaque fois. « Nous devons miser sur les énergies renouvelables, afin de réduire cette dépendance aux énergies fossiles.

C'est la raison pour laquelle l'Etat investit aujourd'hui dans la mise en place de centrales hybrides », a-t-il déclaré, en citant le projet d'hybridation permettant de produire 50 MW supplémentaires à partir de systèmes photovoltaïques. En effet, sur les 118 centrales de la Jirama, 78 bénéficieront de ce projet d'hybridation. Un autre projet de centrales solaires, financé par la Banque mondiale, permettra également de produire 32 MW d'électricité pour contribuer à l'accroissement de la production d'électricité. En somme, malgré les problèmes de production actuelle, les projets en cours conduisent vers l'éradication du délestage à moyen et à long terme, selon les explications des techniciens au niveau du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures.

SIAE: les objectifs sont atteints

ARH. | LES NOUVELLES | 06 JUIN 2023

Bilan positif. Rideau sur la deuxième édition du Salon international des acteurs économiques (SIAE) de Madagascar. Riano Agency, organisateur de la manifestation économique, se félicite d'avoir atteint les objectifs fixés, à savoir l'organisation de deux événements clés : le « Corée-Madagascar Business Forum » et le « prix du Meilleur espoir malgache pour l'Afrique ».

Du 1er au 4 juin, près de 50 acteurs économiques de renom ont partagé leur expertise et d'expériences à travers de

conférences, de séances de réseautage B to B, B to G, B to C, d'ateliers et animations culturelles sans oublier le concours du Meilleur espoir malgache pour l'Afrique et le Corée-Madagascar Business Forum et les expositions-ventes. Plus 5.000 visiteurs ont été enregistrés.

Pour cette deuxième édition, le secteur privé a été représenté par les entreprises de Madagascar, de la Corée, de Mayotte, des Comores, les Chambres de Commerce et d'industrie de Madagascar, de Comores,

du Canada, des Etats-Unis, d'Israël, et l'Ambassade de Corée à Madagascar. Le secteur public a également répondu présent à travers les divers ministères (Affaires étrangères, Industrialisation, du commerce et de la consommation, Énergie et hydrocarbures, Environnement et du développement durable, Travaux publics, Aménagement du territoire, Mines et des ressources stratégiques).

MPE : Plus de 1 500 personnes se lancent dans le secteur de l'élevage

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 JUIN 2023



Le Malagasy Professionnels de l'Élevage (MPE) regroupant les différents acteurs œuvrant dans le secteur de l'élevage, ne ménagent pas ses efforts pour former des gens qui sont intéressés à s'y investir.

L'objectif de cette plateforme a largement été dépassé en termes de formations, rien que pour le premier semestre de cette année. En effet, plus de 1 500 personnes ont suivi les formations dispensées par le MPE

dans différentes régions de l'île, en vue de se lancer dans ce secteur d'activité. Selon les explications du responsable du MPE, l'objectif initial était de 1 150 personnes. « Près de 80% de ces participants sont de nouveaux venus, qui disposent, entre autres, de terrains à valoriser ou qui ont perdu leurs emplois, tandis que le reste est constitué d'éleveurs souhaitant étendre leurs activités ou se professionnaliser davantage. Il est à noter que plus de la moitié des participants sont des femmes. En raison des difficultés de la vie, de nombreux individus se tournent vers l'élevage dans le but de créer des activités génératrices de revenus. Ce secteur porteur devient ainsi un grand pourvoyeur d'emplois », a-t-on appris.

Éducation financière

En ce qui concerne les filières qui suscitent leur intérêt pour investir, la filière porcine est en tête de liste. Viennent ensuite la filière des poules pondeuses et du poulet de chair, l'élevage de poulets gasy, l'apiculture et la

pisciculture. Certains reconnaissent que les prix de la viande porcine et du poulet de chair ont connu une hausse récemment, atteignant respectivement environ 18 000 Ar ; et entre 14 000 Ar et 15 000 Ar le kilo. En ce qui concerne les sessions de formation dispensées par le Malagasy Professionnels de l'Élevage, les techniciens de cette coopérative d'intérêt économique mettent à disposition des apprenants des informations précises correspondant à la réalité du secteur de l'élevage. Pour commencer, « nous accompagnons les futurs éleveurs dans la création de leur exploitation agricole en fonction de leur fonds de roulement initial. Ces apprenants étudieront, bien évidemment, la conduite de l'élevage selon les normes requises. Ils bénéficieront également de formations en gestion simplifiée de leurs exploitations, y compris le calcul de leurs coûts de revient, afin de leur permettre d'identifier les bénéfices potentiels. Il s'agit en réalité d'une forme d'édu-

cation financière. Nous leur fournissons également des outils de gestion pour une meilleure rentabilité, tout en encourageant l'esprit d'entrepreneuriat », ont déclaré les techniciens du MPE.

Informations précises

« Il est également important de savoir que le taux de ponte maximal est d'environ 90 à 92% pour ceux qui souhaitent se lancer dans l'élevage de poules pondeuses, tandis que le gain moyen quotidien ou l'augmentation de poids moyen d'un porcelet à engraisser varie entre 0,2 kg et 0,8 kg par jour. Ce sont là quelques-unes des informations précises que nous transmettons aux futurs éleveurs », ont-ils ajouté. De plus, le Malagasy Pro-

fessionnels de l'Élevage se distingue par son professionnalisme dans le domaine de l'élevage en partageant des expériences et des connaissances entre formateurs et apprenants. « Certains membres du MPE ont également accepté de témoigner de la réussite de leurs activités », ont-ils expliqué. En ce qui concerne la recherche de débouchés, cette plateforme, regroupant les différents acteurs de l'élevage, affirme que le marché est loin d'être saturé, mais sa répartition est déséquilibrée. Il convient de noter que les sessions de formation dispensées par le MPE se poursuivent cette semaine à Analamanga et dans le Vakinankaratra. En revanche, la hausse constante du prix

des aliments pour animaux, en particulier le maïs, constitue l'une des principales contraintes au développement du secteur de l'élevage, notamment dans la filière porcine, l'élevage de poules pondeuses et de poulets de chair, ainsi que l'élevage d'autres types de volailles. Le kilo de cet intrant est actuellement vendu entre 1 000 Ar et 1 500 Ar, ce qui n'est pas à la portée des petits éleveurs. Des mesures urgentes devront donc être prises si l'on souhaite réellement développer ce secteur porteur, qui contribue, non seulement à atteindre l'autosuffisance alimentaire dans le pays, mais aussi à son développement socio-économique, a-t-on conclu.

Assemblée Nationale : Le nouveau code minier passe en deuxième lecture

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 JUIN 2023

Le projet de loi sur le Code minier est revenu à Tsimbazaza pour une deuxième lecture. Il a été amendé par le Sénat.

Un nouveau débat et un nouveau vote. La Commission « mines » de l'Assemblée nationale se penche à nouveau sur le projet de loi sur le Code minier depuis hier. Le texte qui a déjà été adopté par la Chambre basse a été amendé par le Sénat lors de son passage au Palais d'Anosikely. Aucun calendrier n'est encore disponible quant au nouveau vote du texte dont l'adoption définitive est très attendue par les parties prenantes dans ce secteur. En tout cas, d'ores et déjà, le texte dans sa version actuelle a reçu l'avis favorable des organisations de la société civile (OSCIE) qui saluent dans un communiqué la prise en compte de leurs propositions. Il y a, notamment, l'optimisation des contributions socio-économiques du secteur dans le nouveau texte avec la création du Fonds minier d'investissement social et communautaire malgré des modalités de gestion à consolider. Il y a également la révision à la hausse du taux de redevance et ristourne qui passe de 2% à 5% et la priorisation des ressources locales dans l'approvisionnement et dans le recrutement. L'OSCIE note également l'adhésion aux principes et exigences de transparence et de bonne gouvernance et la réduction de la durée de validité des permis miniers.

« La nouvelle loi oblige le titulaire de permis à intégrer les standards internatio-



naux de transparence notamment la mise à disposition des informations relatives à la propriété effective. De plus, elle réduit à 25 ans renouvelable une fois pour 15 ans la durée de validité d'un permis d'exploitation, contre 40 ans renouvelable pour 20 ans auparavant», rapporte un communiqué diffusé par l'organisation de la société civile. Toujours dans cette optique, l'OSCIE se réjouit que les autorités aient introduit l'Autorisation minière d'exploitation artisanale (AMEA) d'une validité de six mois, renouvelable une seule fois, pour une même durée,

accordée pour quatre carrés miniers. Cela concerne les citoyens malgaches souhaitant formaliser leurs activités mais n'ayant pas la possibilité de payer les frais d'administration minière.

Adduction d'eau : L'USAID branche sept cent mille personnes

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 JUIN 2023



Anne N. Williams, directrice générale de l'USAID, satisfaite des résultats obtenus

Les États-Unis, par l'intermédiaire de l'agence américaine pour le développement international (USAID), ont introduit un nouveau modèle de gestion de l'eau pour fournir des sources d'eau efficaces et fiables aux foyers de Madagascar. L'accès à l'eau potable améliorera la santé et le bien-être des citoyens les plus vulnérables du pays. Depuis 2017, le projet USAID Rural Access to New opportunities in water sanitation and hygiene, RANO WASH, a mis en place des systèmes public-privé innovants et ambitieux qui ont amélioré l'accès à des services d'eau de qualité pour les Malgaches vivant dans des centaines de petites villes et villages à travers Madagascar. Lors d'une cérémonie ayant eu lieu au Novotel, Anne N. Williams, directrice générale de

l'USAID, s'est jointe au ministre de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène, Fidiniavo Ravokatra, pour marquer l'achèvement de ce projet d'une valeur de 30 millions de dollars. Ils ont convenu que le modèle réussi de RANO WASH, qui exploite le secteur privé, pourrait être étendu afin de répondre aux besoins d'un plus grand nombre de communes, tout en fournissant des recettes fiscales aux gouvernements locaux et en allégeant les charges administratives grâce à des contrats avec des entreprises privées de distribution d'eau. « Les partenariats de RANO WASH offrent la possibilité d'un accès universel à l'eau potable à Madagascar », a déclaré Anne N Williams lors son discours. Cela a des implications considérables pour le système de santé de Mada-

gascar en termes de réduction du risque de maladies évitables et de malnutrition. Près de sept cent mille personnes dans 250 communes de sept régions ont bénéficié du programme RANO WASH, et ce chiffre devrait augmenter considérablement au fur et à mesure que d'autres communautés adopteront ce nouveau modèle de gestion efficace.

“Mpirahalahy mianala”

Dans le cadre du modèle RANO WASH, les experts en eau ayant participé au projet évaluent les coûts et les recettes des projets, perçoivent des redevances, installent des systèmes d'approvisionnement en eau à domicile ou dans des enceintes pour les abonnés et modernisent les installations sanitaires à des prix compétitifs. Les frais sont plus élevés, mais ils sont à la portée de la plupart des familles rurales, et l'investissement en vaut la peine ». Elle conclut, « une partie des revenus générés par les abonnements est reversée aux autorités locales sous forme d'impôts. Comme des « Mpirahalahy Mianala », les États-Unis sont aux côtés du peuple malgache pour aider à assurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, et à promouvoir une bonne hygiène. En 2021, le gouvernement américain a investi 86 millions de dollars dans le système de santé malgache, et le soutien de l'USAID au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène se poursuivra et s'intensifiera dans les années à venir à travers d'autres nouveaux projets ».

Pêche et Économie bleue : Coopération en vue avec la Turquie

ANTSA R. | MIDI DE MADAGASCAR | 07 JUIN 2023

Madagascar compte nouer une coopération avec la Turquie, pour développer la Pêche et l'Économie bleue. C'est ce qu'a annoncé le ministère de tutelle, suite à une rencontre entre le ministre Mahatante Paubert et l'ambassadeur de la Turquie à Madagascar, hier à Ampandrianomby. D'après les informations, il s'agissait d'une visite de courtoisie du représentant de la Turquie, qui a permis aux deux parties d'aborder des discussions sur une collaboration gagnant-gagnant. De ce fait, une délégation turque est attendue à Madagascar, pour discuter des détails de cette coopération économique. Selon le ministre Mahatante Paubert, les deux pays ont déjà des projets communs et coopèrent dans plusieurs domaines, mais cette fois, les projets en vue concernent le secteur de la pêche et de l'économie bleue. Pour Madagascar, il s'agit désormais d'une nouvelle opportunité qui pourrait apporter



des investissements étrangers, du progrès technique et des opportunités commer-

ciales favorisant les activités génératrices de revenus et l'entrée de devises.

Airtel Madagascar – 10 000 Codeurs : Un partenariat pour des opportunités d'emploi dans le numérique

R.EDMOND, | MIDI DE MADAGASCAR | 07 JUIN 2023

Partenariat gagnant en faveur des jeunes, entre Airtel Madagascar et l'association 10 000 Codeurs. Les deux entités ont décidé d'unir leur expertise pour la réalisation du programme « L'emploi en 3 étapes ».

Un programme qui, comme son nom l'indique, est destiné à permettre aux jeunes d'avoir l'opportunité d'accéder à des emplois dans les métiers du numérique.

Gratuite

Une aubaine en somme pour les nombreux jeunes Malgaches en quête d'emploi puisque la solution proposée par 10 000 Codeurs, une association à but non lucratif basée en France, est à la fois gratuite pour les apprenants sans emploi, personnalisée, inclusive et applicable à grande échelle vers les métiers du numérique à Madagascar. Faut-il en effet noter que 10 000 Codeurs fédère un réseau d'experts afin de fournir aux jeunes du continent africain une culture



numérique, des fondamentaux en développement personnel ainsi que les compétences opérationnelles recherchées par les entreprises. Airtel Madagascar, pour sa part s'engage, par le biais de ce partenariat à favoriser l'acquisition du passeport numérique 10 000 Codeurs par les utilisateurs du réseau. Ce passeport numérique est d'une importance particulière pour les jeunes

dans la mesure où elle peut faire office de clé, permettant d'ouvrir les portes des opportunités des métiers du numérique.

650 millions d'emplois

Les jeunes étudiants issus des universités partenaires seront dans un premier temps les cibles de ce programme très prometteur en termes d'opportunités d'emploi dans le secteur du numérique qui est en pleine croissance dans le monde. Le secteur représente, en effet, environ 650 millions d'emplois pour les 15-35 ans en Afrique. Un continent qui, chaque année, met sur le marché de l'emploi, 15 millions de profils dont la plupart se retrouve malheureusement au chômage après leurs études. À travers ce projet « L'emploi en 3 étapes », Airtel Madagascar et 10 000 Codeurs partagent des valeurs communes ainsi que la vision d'une Afrique poumon de l'industrie mondiale du numérique par sa jeunesse.

Environnement : Airtel Madagascar contribue à la lutte contre la pollution plastique

R.R. | LES NOUVELLES | 07 JUIN 2023

Airtel Madagascar rejoint les initiatives du gouvernement dans la lutte contre la pollution plastique en marge de la Journée mondiale de l'environnement, célébrée le 5 juin dernier. Cela à travers la réduction des produits en plastique utilisés dans les lieux de travail de l'opérateur. Dans ce cadre, la société entend renforcer les gestes écoresponsables dans ses activités au quotidien, à travers l'utilisation des gobelets en verre et la mise en place des distributeurs d'eau rechargeables remplaçant les bouteilles en plastique dans ses établissements. Airtel

s'est aussi lancé dans le triage des déchets et collabore avec l'association Ecobank pour la collecte des déchets en papier. Il en est de même pour le triage des déchets en métaux et ceux électroniques.

Pour le PDG du groupe Airtel Africa, Segun Ogunsanya, « Airtel est engagé à éliminer les déchets dangereux, à réduire considérablement les déchets non dangereux et à minimiser la consommation d'eau dans le cadre de sa stratégie de développement durable. En tant qu'entreprise technologique, nous avons également la

possibilité d'aider nos parties prenantes en leur proposant des plateformes et des solutions numériques viables pour réduire leurs empreintes écologiques ».

Cette année, la Journée mondiale de l'environnement est consacrée à la lutte contre la pollution par le plastique, à la sensibilisation du public, à la promotion des actions transformatrices et à la création de coalitions efficaces pour les futures campagnes mondiales en faveur de l'environnement.

Gestion financière: le Sim accompagne les industries

R.R. | LES NOUVELLES | 07 JUIN 2023

Le Syndicat des industries de Madagascar (Sim) entend renforcer la mise aux normes des industries en matière de gestion financière et de paiement des impôts. Le groupe a signé un partenariat avec le Conseil supérieur de la comptabilité (CSP) visant à accompagner l'industrie dans ce sens.

75% des entreprises présentes à Madagascar œuvrent encore dans le cadre infor-

mel et ne tirent pas des avantages de la formalisation tels que l'ouverture à la voie du financement, les différentes formations de renforcement de capacité, ou encore l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

À travers ce partenariat entre le Sim et le CSP, des travaux et des campagnes de sensibilisation seront organisés afin de motiver les industries de toute taille à se formaliser.

À Madagascar, le secteur informel concerne surtout les Petites et moyennes entreprises (PME) et les travailleurs individuels. Selon les estimations, on compte jusqu'à 3 millions d'entreprises informelles dans le pays actuellement.

Consommation : La surtaxe sur le lait en boîte importé contestée

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 JUIN 2023

L'Autorité nationale des mesures correctives commerciales a tenu hier une consultation publique à Antanimena. Le débat sur la surtaxe de 32% sur le lait concentré importé était à l'ordre du jour.

Comme prévu, la consultation publique autour du lait concentré importé s'est tenue hier à Antanimena. Le débat sur la taxe additionnelle de 32% sur ce produit à titre de mesure de sauvegarde imposée par l'ANMCC était au menu. Cette entité a été saisie par l'entreprise Socolait face à une importation massive qu'elle estime constituer un danger pour l'industrie et la production locale. « C'est une étape exigée par la loi et gage de l'intérêt public dans la mesure de sauvegarde. C'est aussi une rencontre entre les parties intéressées par l'enquête notamment les producteurs locaux, ceux des pays d'origine des produits importés, les importateurs locaux et les associations de consommateurs » a tenu à souligner Barthelemy, directeur général de l'ANMCC. Des représentants de toutes ces entités ont assisté à cette consultation publique.

Les débats étaient ainsi fort animés. L'enjeu financier des uns et des autres est énorme. L'entreprise Socolait représenté par l'administrateur Frédéric Andriamaharo a soulevé une concurrence déloyale du fait que sa société utilise du lait frais pour ses produits alors que certains produits importés sont faits à base de lait condensé. Il a soutenu que la taxe additionnelle de 32%

est nécessaire pour protéger la filière locale « C'est une chaîne de valeur qui implique plusieurs opérateurs, des éleveurs de vache, qui sont au nombre de trois mille. Cette mesure permet d'encourager ces opérateurs à augmenter leur production » a-t-il soutenu. L'administrateur de Socolait a révélé que son entreprise dispose encore d'une bonne marge dans la capacité de production. « En tant qu'industriel, c'est une ouverture vers les potentiels investissements. C'est également une incitation à d'autres entreprises d'investir dans la filière » a-t-il martelé. Les adversaires de l'application de la taxe additionnelle provisoire ne se sont pas laissés faire. Ils ont défait un à un les arguments de Socolait.

Donner le choix

Le représentant de la société civile estime que le prix des produits Socolait n'est pas compétitif et qu'il faut de ce fait renoncer à la taxe additionnelle. Un représentant des associations des consommateurs a renchéri que la qualité des produits locaux et médiocres car fabriqués avec du lait en poudre. Il faut donner le choix aux consommateurs et non pas tendre vers un monopole. Le représentant de l'importateur SPCI a relevé le fait que le lait concentré importé est déjà frappé de 20% de TVA et de 20% de taxe douanière, soit un total de 72%. C'est exagéré pour un produit. En outre l'Etat prévoit des procédures d'importation du lait concentré en qualité et en quantité, il n'y a



donc pas de concurrence déloyale car tout est réglementé. L'importation est d'ailleurs nécessaire à en juger le rapport du Daily Board publié le 2 juillet 2022 et repris le 5 juin qui note que Madagascar ne peut pas satisfaire ses besoins en lait.

En gros, l'assistance a contesté presque à l'unanimité l'application de cette taxe additionnelle jugée inappropriée. Pour le moment elle reste en vigueur jusqu'à une décision définitive de l'ANMCC. « Les parties prenantes ont jusqu'à la fin de ce mois pour envoyer par écrit leurs argumentations suite à la discussion de ce jour. Puis nous allons clôturer l'enquête permettant de recueillir toutes les informations avec les parties intéressées » conclut Barthelemy. De trois choses l'une. Soit l'ANMCC confirme l'application de la taxe additionnelle, soit elle lève la mesure de sauvegarde, soit elle adopte une nouvelle mesure. « En tout cas elle sera prise de manière à inciter la consommation locale » a promis le directeur général.

Inflation : Les remèdes proposés par le FMI

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 JUIN 2023



La mission du FMI reçue par le Premier ministre Christian Ntsay, le 8 mai 2023.

Les services du Fonds Monétaire International (FMI), qui ont effectué dernièrement une mission à Madagascar dans le cadre la quatrième revue de la facilité élargie de crédit (FEC), ont donné quelques pistes de solutions pour faire face aux pressions inflationnistes qui continuent de menacer l'économie malgache. La mission à Mada-

gascar menée par Frédéric Lambert, dans son rapport, a noté que la croissance économique devrait se situer autour de 4,0% en 2023, avec d'assez fortes pressions inflationnistes. Les services de l'institution de Bretton Woods estiment que divers facteurs comme les chocs exogènes, dont la guerre en Ukraine et les impacts toujours présents

de la crise pandémique, les conséquences des cyclones et la situation des échanges commerciaux sont, entre autres, les facteurs qui maintiennent les pressions inflationnistes. « Après un rebond de 5,7% en 2021, la croissance devrait ralentir à 4,0% en 2022 et 2023, en partie à cause des perturbations liées aux conditions météorologiques, les difficultés du secteur de la vanille, et des incertitudes sur la croissance mondiale. Les pressions inflationnistes continuent de s'accumuler et la dépréciation de l'ariary par rapport au dollar américain s'est accélérée en 2022, malgré les interventions de la Banque centrale (BFM) », ont aussi expliqué les services du FMI.

Ciblage des taux d'intérêt

Dans ce contexte, le FMI estime que la meilleure solution pour lutter contre la flambée des prix est d'accroître la transparence budgétaire et de renforcer la gouvernance des finances publiques. « Des efforts supplémentaires pour augmenter les recettes, réduire les risques budgétaires, améliorer la gestion des finances publiques et renforcer

les filets de sécurité sociale sont nécessaires », selon cette institution qui, pour rappel, est parvenue à un accord avec Madagascar sur la quatrième revue de la facilité élargie de crédit (FEC) le 19 mai 2023. L'accord permettrait le décaissement de 24,44 millions de DTS (environ 32 millions de dollars) à Madagascar pour couvrir les besoins de financement extérieur et budgétaire. Le programme de 40 mois appuyé par la FEC soutient la reprise de Madagascar après la pandémie et fournit un financement pour préserver les dépenses prioritaires. Par un appui au développement des capacités et des conseils stratégiques, il vise à aider les autorités dans leurs efforts pour renforcer la stabilité économique et, par conséquent, de mieux faire face à la spirale inflationniste. Le rapport de mission note également que les performances du programme FEC au cours du second semestre 2022 restent mitigées.

Trois des cinq objectifs macroéconomiques quantitatifs ont été atteints. Le plancher des avoirs extérieurs nets de la

banque centrale a été manqué de peu. Le critère de solde primaire intérieur a été plus largement dépassé à fin décembre principalement en raison de la faible collecte des taxes douanières pétrolières et ce, malgré les efforts des autorités pour contenir les dépenses. Pour ancrer la stabilité économique, générer une croissance plus forte, durable et inclusive, et mieux maîtriser la hausse des prix, le FMI encourage les autorités à réduire davantage les risques budgétaires, à améliorer la transparence et la gouvernance budgétaires, à renforcer les filets de sécurité sociale et à améliorer le cadre de la politique monétaire. Pour ce faire, le Fonds rappelle l'engagement des autorités à revenir à la discipline budgétaire afin d'augmenter l'espace budgétaire indispensable pour financer davantage de dépenses propices à la croissance. Le FMI attend également que soit reconsidérées dans la prochaine loi de finances certaines mesures fiscales « distortives » introduites dans le budget 2023, telles que la taxe de

sortie sur l'exportation de minerais non renouvelables.

Une réduction des délais de règlement des litiges fiscaux, une amélioration de l'exécution des dépenses sociales et d'investissement et une annulation systématique des crédits non utilisés à la fin de chaque exercice budgétaire et un meilleur contrôle de la gestion des entreprises publiques, notamment la compagnie nationale d'eau et d'électricité Jirama, sont aussi demandées. Enfin, le FMI a noté que dans le contexte d'une inflation élevée, la politique monétaire doit se concentrer sur la stabilité des prix. La banque centrale est, dans ce cadre, appelée à poursuivre sa transition vers un nouveau cadre de politique monétaire de ciblage des taux d'intérêt. « La réussite de cette transition nécessite un renforcement de la communication de BFM afin de mieux ancrer les anticipations des agents économiques, et une réaffirmation de son indépendance ».

Coopératives : La "Loi Edgard" pour plus de professionnalisation

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 08 JUIN 2023

Innovation. Le chemin d'une meilleure professionnalisation s'ouvre pour les coopératives qui disposent désormais d'une loi.

Il s'agit, en l'occurrence, de la loi sur les coopératives adoptée avant-hier en séance plénière à l'Assemblée Nationale.

Modernité

Baptisée « Loi Edgard » sur proposition du député d'Antanifotsy Narison Rafidimanana et non moins ancien ministre de l'Industrie et du Commerce cette loi prouve la détermination de son initiateur, en l'occurrence l'actuel ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation 'Edgard Razafindravahy de doter le pays d'un système de gestion des coopératives tournées vers la modernité et tenant compte des réalités à la base, mais également et surtout de donner la place qu'ils méritent aux produits locaux qui sont considérés comme d'excellentes alternatives aux produits importés et participer ainsi à la réduction des achats de devises. Ce projet de loi permet par exemple aux producteurs villageois d'étiqueter leurs produits afin de faciliter leur commercialisation par les coopératives, aussi bien sur le plan local qu'international. Cet étiquetage aura par exemple le mérite de donner plus de traçabilité aux produits de terroir très appréciés aussi bien sur le marché domestique qu'international. Non seulement la professionnalisation des coopératives permet d'encourager les producteurs, mais elle est synonyme de produits



de bonne qualité que l'on peut mettre sur le marché international et constituer ainsi des sources de devises. Sur ce point d'ailleurs, le ministre Edgard Razafindravahy a expliqué, durant la séance de vote que cette amélioration de la gestion des coopératives ouvre la possibilité aux produits malgaches de bénéficier des certifications comme Bio et Fairtrade.

Transition

La « Loi Edgard » facilite, par ailleurs, la création de coopératives en n'exigeant par exemple que 5 personnes au lieu de 7 auparavant pour en constituer une. Par ailleurs, et non des moindres, elle permet plus facilement la transition des coopératives vers un

statut d'entreprise. La professionnalisation des coopératives se manifestera également par la mise en place de structure de formation et de renforcement des capacités des membres. Un Comité d'audit est également prévu par ce projet de loi afin de baliser le système de gestion des coopératives qui peuvent, sous certaines conditions bénéficier de conditions fiscales spécifiques. Bref, cette nouvelle loi a toutes les chances de développer les coopératives qui auront de ce fait une place prépondérante dans le développement économique du pays. Raison pour laquelle les députés présents à la séance d'avant-hier ont voté cette historique « Loi Edgard »

Gouvernance maritime : Amélioration d'une coordination régionale pour lutter contre la pêche INN

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 08 JUIN 2023

Madagascar a accueilli le symposium régional sur la pêche illégale, Non déclarée et Non réglementée (INN), qui s'est tenu trois jours durant à l'hôtel Ibis à Ankorondrano.

Cet événement a vu la participation des différents pays de l'Océan Indien tels que Comores, Maurice et Seychelles, de l'Institut Halieutiques et des Sciences Marines au sein de l'université de Toliara, de la société civile, du secteur privé et bien d'autres experts internationaux. Il est organisé trois jours durant, par le ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue, en partenariat avec l'ONG Blue Ventures et l'ambassade des États-Unis à Madagascar et aux Comores. « L'objectif consiste à renforcer une coordination régionale afin de lutter contre la pêche INN dans l'ouest de l'Océan Indien occidental. En effet, il ne s'agit pas de l'affaire d'un seul pays. La collaboration des pays au niveau de la zone de l'Océan indien s'impose pour mettre en place une stratégie adéquate visant à améliorer la gouvernance maritime », a expliqué le ministre de tutelle, Mahatante Paubert, lors de la clôture de

ce symposium régional hier à l'hôtel Ibis à Ankorondrano.

Besoin de financement

Il ajoute que Madagascar a déjà déployé de nombreux efforts pour lutter contre cette pêche INN dans le cadre de sa Zone Economique Exclusive. « Aucun navire pratiquant la pêche illégale n'y a été identifié ces derniers temps, dans le cadre d'une mission régionale. Nous disposons d'ailleurs d'un maximum de bateaux servant à renforcer le contrôle et la patrouille maritime au niveau de l'océan Indien. Elle compte actuellement 16 navires opérationnels. Madagascar a en même temps ratifié toutes les conventions internationales visant à lutter contre cette pêche INN. Et pour renforcer cette coordination régionale, un centre de coordination de la surveillance de pêche basé à Mozambique sera également fonctionnel prochainement. Mais nous avons besoin de financement pour réaliser ces recommandations issues de ce symposium », a-t-il enchaîné. Parmi lesquelles, l'amélioration du suivi, du contrôle et de la surveillance de la pêche INN dans l'ouest de l'Océan Indien occiden-

tales ainsi que l'amélioration de la collaboration et de la coordination régionale, ont été évoquées. La mise en œuvre de l'Accord sur les mesures du ressort de l'état du port et l'application des nouvelles technologies et de la réglementation de la pêche INN, ne sont pas en reste, sans oublier l'amélioration de la transparence.

Priorité mondiale

Pour sa part, l'ambassadrice des Etats-Unis, SEMme Claire Pierangelo a soulevé que cette coopération régionale permettra de réduire les zones grises où se pratique la pêche INN tout en préservant les ressources marines de chaque pays. « Cette lutte contre la pêche INN est une priorité mondiale de notre gouvernement. En effet, cela permet aussi de lutter contre les crimes associés tels que les trafics d'êtres humains, de stupéfiants, de minerais et d'espèces sauvages. Nous continuons de soutenir Madagascar dans ses efforts », a-t-elle poursuivi. Par ailleurs, Blue Ventures s'engage à appuyer financièrement l'Etat dans cette lutte contre la pêche INN tout en soutenant les petits pêcheurs.

Semaine du tourisme: une journée dédiée au nettoyage des lieux touristiques

R.R. | LES NOUVELLES | 08 JUIN 2023

Une semaine consacrée à la célébration du tourisme. Du 13 au 19 juin, le ministère du Tourisme et ses partenaires ont décidé de célébrer le tourisme à Madagascar. Plusieurs événements sont prévus durant ces 7 jours dont le plus important est sans conteste le Salon ITM qui se tiendra au Centre de

conférences international d'Ivato (CCI). Pour la première journée de la semaine du tourisme, le ministère, ainsi que d'autres groupements feront un nettoyage des circuits touristiques de la Haute-ville, en marge du «Tourism Cleaning Day». Il s'agit d'une «initiative fédératrice qui rassemble les acteurs

clés du tourisme», d'après le ministère lui-même. L'action communautaire aura lieu à Andohalo dans la journée du 13 juin, durant laquelle un appel à participation est lancé pour contribuer au nettoyage des circuits touristiques de la Haute-ville.

Filière cacao : Madagascar accueille le prochain panel d'experts cacao fin

MIANGALY RAHALITERA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 JUIN 2023

Madagascar hébergera la réunion du Panel de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) sur le cacao fin, durant la semaine du 12 juin. Les informations concernant la filière cacao à l'échelle mondiale seront mises à jour, à cette occasion.

Les parts d'exportations du cacao fin auxquelles peuvent prétendre les pays producteurs, seront mises à jour. Des experts vont examiner minutieusement les dossiers des pays postulant à l'annexe C de l'Accord international de 2010 sur le cacao (AIC). Ce sera à l'occasion de la réunion du Panel ad hoc de l'Organisation internationale du Cacao (ICCO) sur le cacao fin. Elle se tiendra à Antananarivo, le 13 et le 14 juin. Cette réunion extrêmement confidentielle établira la mise à jour de la liste des pays inscrits à l'annexe C de l'AIC et la révision de leurs



parts d'exportation de fèves de cacao fin. Une vingtaine de pays ont postulé. Madagascar en fait partie. Il représentera toute l'Afrique, en étant le seul pays africain à

déposer sa candidature. Leurs délégations vont soutenir leurs dossiers, en présenteielle ou en vidéo conférence, devant douze experts. Ils sont issus des secteurs publics et

privés, représentant les principales régions productrices et consommatrices de cacao. Madagascar a un label « Cacao fin à 100% », décerné par l'ICCO. Son volume d'exportation reste, toutefois, faible. Madagascar exporte 15 000 tonnes de cacao fin par an. Ce qui lui a rapporté près de 23 millions de dollars en 2022, selon les chiffres du Groupement des acteurs du cacao à Madagascar (GACM).

Incontournable

L'ensemble des différents départements ministériels concernés, à savoir, le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, le ministère de l'Agricul-

ture et de l'élevage, les membres du Conseil National du Cacao et les acteurs de la filière cacao à Madagascar prendront part à cet événement incontournable. L'organisation de ces travaux du Panel sur le cacao fin a été confiée à Madagascar, grâce au ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, Edgard Razafindravahy. La pertinence du dossier de Madagascar et la qualité de la présentation délivrée par le ministre, ont été saluées par le Conseil International du Cacao. C'était lors de la réunion en Abidjan, au mois de septembre 2022.

Exposition des produits phares

Une exposition ouverte au grand public

se tiendra du 12 au 14 juin 2023 au Toit de Tana, de l'hôtel Carlton Anosy à Antananarivo. Cette exposition présentera la chaîne de valeur du cacao dans son exploitation à Madagascar et mettra en lumière les initiatives de durabilité et de commerce équitable mises en place pour préserver l'environnement et garantir la protection des travailleurs. Elle sensibilisera, également, sur la filière du cacao et permettra la découverte des saveurs uniques. Cet événement se poursuivra au CCI Ivato, du 15 au 18 juin.

Cadrage macro-économique : Exit le Projet de loi de finances rectificative

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 JUIN 2023



Le Conseil des ministres de mercredi a pris la mesure de faire l'impasse sur le Projet de loi de finances rectificative. Pour au moins une économie de temps. Afin de préserver l'essentiel.

Un devoir de moins pour les rares députés à la session de l'Assemblée nationale. Le Conseil des ministres de mercredi a décidé de se passer de la présentation du Projet de loi de finances rectificative, PLFR. Pour des raisons plus ou moins plausibles. Le Conseil des ministres évoque d'abord d'une contrainte temps. « L'élaboration du PLFR nécessite le gel des dépenses budgétaires durant un certain moment pour inscrire dans le PLFR les éventuelles nouvelles rubriques sur ce volet. Or, le délai imparti au gouvernement se réduit du jour au lendemain. Les ministères ayant besoin des budgets additionnels peuvent les avoir par un procédé prévu par les dispositions

légales. Par un décret pris en Conseil de gouvernement ». Par la suite, le Conseil des ministres décèle la faiblesse de l'exécution budgétaire. Des séminaires ont été organisés dans chaque ministère pour changer la donne. « Au 1er juin, le taux d'exécution budgétaire a été de 48%. Les ministères en retard de « gains » pourront engranger les 58% restants ». De même, pour l'enveloppe destinée au Programme d'investissement public, PIP, seule 10% a été épuisée. Ce qui laisse une grosse marge financière pour les départements ministériels concernés, tout aussi autorisés à effectuer des mouvements de crédits.

Consultations régionales

Du côté des bailleurs de fonds, scrupuleux sur ce genre de modalités républicaines, le Conseil des ministres a pris soin de souligner que « l'appui budgétaire obtenu de la Banque Mondiale a été déjà inséré dans la

loi de finances initiale avant son déblocage. Il n'est plus nécessaire de revenir là-dessus ». Pour le Fonds monétaire international, FMI, « il a été convenu de converger la croissance économique en termes réels du PIB de Madagascar sur la lignée des pays de l'Afrique sub-saharienne. Aujourd'hui, cette tendance est à la baisse, ce qui ne correspond pas aux objectifs actuels ». Le FMI table sur une progression globale de l'économie malgache à 4,2%. Désormais, l'attention va être focalisée sur la conception du Projet de loi de finances initiale 2023, PLFI. Des consultations régionales ont déjà eu lieu et devraient se poursuivre. En annonçant cette avancée du PLFI, le régime semble donner l'impression de s'inscrire dans la durée. Présidentielle ou pas. Le message codé s'adresse aux opposants trop pressés d'en découdre.

Transition énergétique : Bonne performance de Madagascar par rapport au progrès mondial

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 09 JUIN 2023

L'accès de base à l'énergie est à la traîne, malgré l'existence des opportunités en matière d'énergie renouvelable, selon un nouveau rapport conjoint de l'AIE, de l'IRENA, des Nations-Unies, de la Banque mondiale et de l'OMS. Cependant, certains pays avancent à grands pas.

Bien que Madagascar n'arrive pas encore à produire suffisamment d'électricité pour satisfaire ses besoins énergétiques, ce secteur évolue mieux que ceux des autres pays. Dans la région Afrique subsaharienne, plus de 567 millions de personnes, soit plus de 80% de la population mondiale sans électricité, restent exclues de ce service essentiel en 2021. Une situation qui n'a pas changé depuis l'année 2010. Au niveau mondial, l'accès à l'électricité a augmenté, passant de 84% en 2010 à 91% en 2021, principalement grâce aux efforts d'électrification rurale, d'après le rapport publié cette semaine par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la Division de statistique (Nations Unies), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Progrès mitigés

Ce rapport indique que la transition vers des modes de cuisson propres est également en retard, avec 2,3 milliards de per-



sonnes utilisant encore des combustibles polluants en Afrique subsaharienne et en Asie. Cette réalité entraîne des conséquences néfastes, telles que le temps perdu à collecter du bois de chauffage et cuisiner, limitant les opportunités économiques des femmes et l'accès à l'éducation des enfants. « La crise énergétique déclenchée par la guerre en Ukraine continue d'avoir un impact profond sur les populations du monde entier. Les prix élevés de l'énergie ont durement frappé les plus vulnérables, en particulier ceux des économies en développement. Alors que la transition vers une énergie propre progresse plus rapidement que beaucoup ne le pensent, il reste encore beaucoup à faire pour fournir un accès durable, sûr et un coût abordable à des services énergétiques modernes aux milliards de personnes qui en sont privées. La réus-

site des transitions énergétiques repose sur des politiques efficaces et sur l'innovation technologique associées à une mobilisation à grande échelle de capitaux d'investissement. La communauté internationale doit tirer parti de tous ces outils pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici la fin de cette décennie », a déclaré Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie.

Présentation

En effet, plusieurs pays connaissent actuellement de grandes avancées en matière de transition énergétique. Pour Madagascar, ce progrès est visible à travers le lancement de nombreux projets hydroélectriques comme ceux de Volobe, Sahofika, Farahantsana, etc. ou encore des 38 parcs solaires en construction, dont certains sont déjà opérationnels. Pour les institutions internationales, cela s'inscrit dans le cadre des efforts pour atteindre les ODD. À noter que leur rapport sera présenté aux principaux décideurs lors d'un événement spécial le 11 juillet 2023 au Forum politique de haut niveau sur le développement durable, avant la tenue du deuxième Sommet sur les ODD prévu en septembre 2023 à New York.

Malagasy Ny Antsika : Une campagne pour le « Consommer local »

R.EDMOND.W | MIDI MADAGASCAR | 09 JUIN 2023



En cette veille de la fête de l'indépendance, le SIM met en avant le patriotisme économique. Le Syndicat des Industries de Madagascar lance de nouveau la campagne « Malagasy ny Antsika », une campagne qui, comme son nom l'indique, est destinée à sensibiliser les consommateurs à préférer

les produits locaux. Selon les explications données hier par les organisateurs, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue au siège du SIM à Analakely, cette campagne pour le « consommer local » débutera à la fin de cette semaine et prendra fin avec ce mois de juin. Il s'agit d'une campagne

de promotion des produits issus des industries locales dans les moyennes et grandes surfaces, et dans certaines épiceries. Et ce, à travers des grandes affiches et des animations qui auront lieu dans ces points de vente, notamment le week-end. Une occasion en somme pour les consommateurs de découvrir davantage la qualité des produits made in Madagascar dans tous les secteurs d'activité. Des consommateurs qui ne risquent pas d'être déçus quand on sait que les produits locaux sont effectivement de bonne qualité et compétitifs en termes de prix. Cette initiative entre dans le cadre des efforts initiés par le SIM pour le développement de l'industrie à travers la qualité des produits. Sur ce point d'ailleurs, le SIM a mis en place le label « Malagasy Ny Antsika » en partenariat avec le Bureau des Normes de Madagascar (BNM). Actuellement, 34 entreprises locales sont labellisées suivant un test de qualité réalisé dans le processus de production et dans la qualité de ces produits. Une qualité qui mérite bien évidemment la confiance des consommateurs surtout en cette période de fête où souffle le vent du nationalisme...économique.